

Eugène Ernst : « Nous restons méfiants »

PACTE D'EXCELLENCE Pour le leader de la CSC, la réforme n'est toujours pas satisfaisante

► Les syndicats ont décidé de rester à la table de négociation. ► Parce que le Pacte d'excellence leur plaît ? ► Justement, non : parce qu'il doit être amélioré.

ENTRETIEN

En disant non, ils quittaient la table et laissaient la main aux pouvoirs organisateurs et aux parents, les autres coauteurs du Pacte d'excellence. Alors, au début mars, les syndicats ont dit oui à la réforme. Et pourtant, même revue et corrigée, elle ne les agréait pas, comme l'explique Eugène Ernst, le secrétaire général de la CSC-Enseignement.

En février, après consultation de leurs troupes sur le Pacte d'excellence, les cinq syndicats ont émis un « non sauf si... ». En mars, après amendement du document, le nouveau verdict ressemble à une sorte de « oui mais méfiance... »

Ce n'est même pas un « oui mais... ». Nous avons posé un certain nombre de conditions – par rapport à l'emploi, au tronc commun, à l'évaluation-sanction de l'enseignant, à l'échéancier... Et que constatons-nous ? Que, entre février et mars, les discussions ont fait bouger les lignes. Est-ce que ça change fondamentalement l'avis de nos affiliés ?

Non. Les inquiétudes et les oppositions demeurent. Mais nos instances nous disent : restez à la table pour continuer à faire bouger les lignes dans le sens que

nous souhaitons.

Bref : vaut mieux être là que non...

Où est-ce qu'on fera le mieux avancer la situation des enseignants ? En restant dans les groupes de travail. On est en amont, avant que les décisions se prennent.

Vous évoquez des oppositions... A quoi songez-vous ?

A la gouvernance des écoles et au leadership qui sera accordé aux directions. Est-ce que ce sera un vrai leadership pris comme une responsabilité vis-à-vis de l'équipe pédagogique ? Là, ça va. Ou est-ce que ce sera une prise de pouvoir des directions vis-à-vis des personnels ? Là, ce sera non.

Cela veut dire que dans un certain nombre d'écoles, le directeur n'est pas un entraîneur mais un petit général ?

Les enseignants ont trop de problèmes avec des directeurs qui jouent aux chefs et qui dictent leur façon de faire aux enseignants – pour eux, la concertation sociale et la collaboration avec l'équipe ne sont pas des priorités... C'est une minorité mais notre devoir syndical est de nous méfier. Pour le travail collaboratif entre enseignants, par exemple : les professeurs nous disent que, s'ils doivent être en réunion à l'heure que décide le directeur, pour faire ce qu'il a décidé qu'on fasse, dans un cadre imposé, ça ne marchera pas... Cela marchera si le travail d'équipe est souple et si chaque enseignant garde son autonomie et reste responsable... On refuse la caporalisation. Le travail de l'enseignant

est suffisamment difficile sans qu'il soit nécessaire d'obéir à des caporaux qui pensent détenir la vérité.

Quand on parcourt les réseaux sociaux, on voit que beaucoup d'enseignants, de parents, de citoyens sont sceptiques, par rapport au Pacte d'excellence.

Nous comprenons ce scepticisme ! Nous comprenons l'inquiétude, d'autant plus que nous sommes nous-mêmes enseignants, que nos affiliés sont enseignants. Il est difficile de dire que les réformes prévues vont super bien fonctionner. C'est pour cela qu'il faut continuer à travailler. Je ne dis pas que la version nouvelle du Pacte, c'est bingo, c'est magnifique... Mais, encore une fois, les lignes ont bougé entre février et mars.

Quelques exemples : le gouvernement garantit le maintien de l'emploi et il garantit que chaque membre du personnel gardera une fonction dans l'enseignement. Deux : la réduction du technique/professionnel de 4 à 3 ans menace l'existence d'implantations. On a l'engagement qu'elles seront maintenues. L'échéancier prévoit que les investissements précèdent les économies. On va d'abord investir dans le maternel dès 2017, et dans le tronc commun pour réduire l'échec dès 2018. Et les grosses mesures d'économies, elles, ne sont pas envisagées avant 2027, 2028...

Quelles mesures d'économies ?

Les économies seront générées par la réduction du technique/professionnel de 4 à 3 ans et la transformation du technique/

professionnel en une seule filière qualifiante. Si investissements et économies avaient été simultanés, on aurait handicapé la réforme. Là, cela semble plus cohérent. L'échéancier n'est pas totalement rassurant – il prévoit donc des économies. Mais, au départ, les moyens seront là. Mais je répète : aujourd'hui, il n'y a ni confiance, ni adhésion suffisante au projet tel qu'il existe aujourd'hui. Nous restons méfiants !

Ce qui inquiète surtout, c'est l'allongement du tronc commun (jusqu'à la 3^e secondaire incluse au lieu de la 2^e).

Le tronc commun, qui devra être pluridisciplinaire et polytechnique, s'installera progressivement, avec une évaluation permanente du processus. Et si l'évaluation est négative, on tirera les conclusions qui s'imposent.

Va-t-on pouvoir former de futurs professionnels en trois ans au lieu de quatre ?

Les enseignants du qualifiant, aujourd'hui, ont devant eux des élèves qui n'ont pas choisi d'être là. A 80 % – 90 %, c'est l'échec qui les a conduits là. Quand ils voient ces élèves blessés par l'école, ils ne voient pas comment ils pourraient les former en 3 ans au lieu de quatre. Et ils ont raison. Il faut imaginer qu'à terme, l'élève qui arrivera dans le qualifiant ne sera plus le même qu'aujourd'hui. Il aura choisi le qualifiant, en connaissance de cause. Mais si demain, l'enseignant voit les mêmes élèves qu'aujourd'hui, alors le nouveau tronc commun aura été un échec. ■

Propos recueillis par
PIERRE BOUILLON